

Care, genre et espaces publics. De la recherche à l'engagement

Pratiques- Les cahiers de la médecine utopique - n° 75 octobre 2016 – p. 44 et 45

Yves Raibaud, Géographe, Université Bordeaux Montaigne, UMR 5319 Passages,

Retour sur une recherche (2000-2016)

J'ai commencé mes travaux de recherche sur la géographie du genre assez tard, après une vie professionnelle dans les métiers de la culture, de l'emploi et de la formation en milieu rural. Mes premiers travaux portaient sur les équipements et espaces publics destinés aux loisirs des jeunes. Je me suis intéressé dans les années 2000 aux lieux de répétitions des musiques amplifiées (rock, rap, techno, reggae), puis par extension aux cultures urbaines (graff, hip hop mais aussi sports urbains tel que skateboard et Bmx). Il m'est apparu assez rapidement que ces cultures dont on disait qu'elles étaient l'expression des jeunes et des quartiers fragiles étaient surtout déterminées par le sexe de leurs pratiquants, plus de 90 % de garçons. Des études monographiques sur des lieux de répétitions réalisées entre 2001 et 2005, portant sur les modes de vie des jeunes musiciens, sur les textes de leur chanson, sur l'organisation de leurs activités musicales (enregistrement, concerts) m'ont amené à chercher de nouveaux outils d'analyse dans la littérature anglophone: *men studies* ou *masculinities*.

Le modèle de la «maison des hommes» convient assez bien pour caractériser ces lieux de production d'identité masculine, dont la culture commune est souvent teintée de sexisme et d'homophobie. L'agressivité, la compétition, la loyauté au groupe et à son leader, le refoulement de l'intime, l'utilisation du nous plutôt que du je y apparaissent comme des qualités, essentielles pour être accepté par le groupe et réussir dans des projets collectifs et individuels.

J'ai prolongé ce travail en étudiant les skateparks et les citystades. Ces équipements sportifs d'accès libre mis à disposition des jeunes (en réalité des jeunes garçons) ont pour but avoué de canaliser la violence des jeunes dans des activités positives. Ils semblent fonctionner souvent, à contre emploi, comme des « écoles de garçons », produisant l'agressivité et la violence qu'ils sont censés combattre.

En 2009, le laboratoire Adess/Cnrs de l'Université Bordeaux Montaigne a obtenu un financement de recherche plus conséquent du Conseil Régional d'Aquitaine, du Conseil Général de la Gironde et de trois mairies de la périphérie bordelaise pour mener une large enquête sur les inégalités filles garçons dans les loisirs, lié à une bourse de thèse (Edith Maruejouis, 2014). Suite à ce travail, la Communauté Urbaine de Bordeaux nous a demandé de concevoir une étude sur les inégalités femmes hommes dans l'espace public (Bernard-Hohm et Raibaud, 2012). J'ai également dirigé des travaux d'étudiantes et d'étudiants (masters, thèses) sur le vélo, la marche à pied, le harcèlement de rue, les mobilités des femmes victimes de violence, en essayant à chaque fois de relier ces problématiques entre elles pour comprendre la logique systémique qui continue de séparer

les femmes et les hommes dans la ville: un espace public favorables aux hommes, les femmes étant assignées aux espaces privés.

Pour comprendre les mécanismes de reproduction de cette ville inégalitaire, j'ai effectué une recherche à l'occasion d'une opération de participation sur les mobilités urbaines nommée « le Grenelle des mobilités » ; six mois pendant lesquels j'ai compté les femmes et les hommes dans la salle et à la tribune, noté et chronométré leurs temps de paroles respectifs ainsi que les thématiques abordées par les unes et les autres et la manière dont elles étaient perçues.

Genre et loisirs des jeunes

Concernant les espaces publics destinés aux loisirs des jeunes, je m'en tiendrai aux conclusions de la thèse d'Edith Maruejols, confirmés par les travaux de Magalie Bacou à Toulouse (Bacou, 2014) et ceux réalisés depuis dans d'autres villes.

- 75 % des budgets publics destinés aux loisirs des jeunes profitent aux garçons, toutes activités confondues (de la danse au foot, en passant par la médiathèques, les centres de loisirs et les séjours de vacances, les écoles de musique).
- A partir de la 6ème les filles décrochent des activités de loisirs organisés, tandis que se met en place une offre spécifique destinée au garçons (skateparks, citystades, musiques actuelles). Les loisirs non mixtes féminins sont moins subventionnés que ceux des garçons à qui l'on attribue des équipements plus importants et plus chers (stades, salles de musiques actuelles).
- Ce décrochage des filles (on leur en attribue parfois la responsabilité, alors que tous les entretiens menés avec elles nous disent le contraire) a des conséquences sur leur pratique de la ville : tandis que l'on confirme les garçons dans leur vocation à jouer et à occuper l'espace (y compris l'espace sonore - musique forte - ou visuel - tagg et graffs), la pression sociale amène une grande majorité des filles à se retirer de ces espaces.

Ainsi dès l'adolescence les rôles de genre sont définis dans l'espace public. La sociologue Isabelle Clair la résume à deux injonctions faites aux jeunes, sur le registre de la réputation: pour une fille « *ne pas être une pute* », pour un garçon « *ne pas être un pédé* ». Les dispositifs publics de loisirs des jeunes ne font malheureusement que suivre cette loi d'airain assignant à chaque sexe un comportement normé, souvent en l'absence de conscience des enjeux de l'égalité chez les élu.e.s locaux.les et de formation chez les animatrices et les animateurs.

Nous pensons que ce formatage des identités sexuées détermine une lutte des places et des mobilités dont les hommes sont, dès leur plus jeune âge, les bénéficiaires. Edith Maruejols et d'autres chercheuses ont montré le rôle central du terrain de foot (matérialisé ou non) au centre de la cour de récréation : occupé de façon permanente par des groupes de garçons, il configure une centralité masculine et une périphérie féminine, la même que l'on observera plus tard sur des lieux de ville tels que places et placettes, cours d'immeuble etc. Le sociologue du sport Philippe Liotard révèle à quel point ces pratiques spatiales et d'autres sont incorporées : dès leur plus jeune âge, par

exemple, les garçons apprennent à percuter, les filles à éviter, ce dont chacun d'entre nous peut faire l'expérience quotidienne, sur les trottoirs de ville, dans les couloirs du métro ou à la piscine.

L'usage de la ville par le genre

Dans l'étude « L'usage de la ville par le genre » nous retrouvons ces constantes des spatialités féminines et masculines, mais aussi les mécanismes qui tendent à les prolonger. Le travail de recherche que nous avons menés parallèlement sur les garçons (Ayrat et Raibaud, 2014) analyse comment les insultes, les blagues, le harcèlement, les violences morales ou physiques observées à l'école, dans les loisirs et plus tard dans la ville ou au travail ont une fonction systémique de ségrégation et de hiérarchisation des sexes au profit des hommes hétérosexuels dominants.

Ce mode d'intimidation qu'on se refuse souvent à identifier globalement comme une violence sexuelle (réservant cette appellation aux seuls viols et agressions sexuelles) prescrit les mobilités et les places des femmes et des hommes dans la ville. Dans nos études nous observons que les femmes ont moins d'emprise spatiale sur la ville que les hommes, qu'elles calculent leurs déplacements en fonction du lieu et de l'heure. La nuit, elles se déplacent d'un point à un autre ni trop vite pour ne pas montrer qu'elles ont peur, ni trop lentement pour ne pas faire croire qu'elles cherchent. Elles évitent de stationner, montrent qu'elles sont occupées etc. Les travaux réalisés par la méthode des groupes focus menés par Marie-Christine Bernard-Hohm ou la sociologue Laetitia Franquet le confirment, ainsi que les nombreux écrits et travaux internationaux les plus récents sur le harcèlement de rue ou dans les transports, soulignant son aspect systémique. Il me faut souvent préciser que ceci n'est pas une opinion de notre part, mais le résultat de nombreuses enquêtes, étonnamment semblables dans leur résultats avec d'autres réalisées au Etats-Unis, au Canada, en Belgique ou en Algérie.

La ville ludique, récréative, celle où l'on pleut flâner, rêver à la terrasse d'un café, jouer aux boules ou au ballon apparaît bien, en filigrane, idéalement faite pour les hommes. Les statistiques les plus récentes montrent à l'inverse que les femmes continuent à réaliser la majeure partie des tâches domestiques et des accompagnements (enfants, personnes âgées ou handicapées). Dans une étude sur la participation des citoyens au projet urbain nous observons également comment se reproduit cette ville faite par et pour les hommes (Raibaud 2014 a et b) : architectes, urbanistes, aménageurs, élus, ce sont eux qui proposent des innovations qu'ils appellent «ville durable», «ville inclusive», «slow city», «smart city» (ville intelligente). D'autres travaux de sociologie et d'anthropologie réalisés sur l'entre soi masculin des congrès d'urbanisme ou les opérations de participation montrent comment les questions qui portent sur le sentiment d'insécurité des femmes, sur les enfants, les personnes âgées ou handicapées sont éludées ou traitées sur le mode de l'innovation technologique.

Egalité entre les femmes et les hommes dans la ville

Ces constats, parfois pessimistes ou alarmants, méritent d'être nuancés. Un peu partout en Europe et dans le monde les questions d'égalité dans l'espace urbain sont soulevées, des résolutions sont prises, des bonnes pratiques répertoriées. C'est le cas du Conseil des Communes et Régions

d'Europe qui a élaboré une charte pour l'égalité entre les femmes et les hommes adoptées par 184 villes en France. Un rapport parlementaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes sur les territoires a été remis en juin 2013 à la Ministre des Droits des Femmes (Najat Vallaud Belkacem), concrétisée par des accords avec les associations d'élus locaux. Le Haut Conseil de l'Egalité entre les Femmes et les Hommes a lui aussi remis son rapport à la Ministre des Droits des Femmes (EGALiTER, juin 2014) etc. Vienne, en Autriche, représente un modèle de cette mise en œuvre des bonnes pratiques. Tout y est maintenant soumis à une évaluation genrée, au sein d'un bureau dédié au *gender mainstreaming* qui a développé cinq principes pour guider l'action publique en matière d'aménagement urbain :

- Un langage « sensible au genre » pour donner la même visibilité aux femmes et aux hommes sur tous les documents écrits et les images, jusque dans les panneaux signalétiques.
- La collecte et l'analyse de données genrées à tous les niveaux, données que toute décision doit prendre en compte.
- Un égal accès à l'utilisation des services.
- Une importance égale des femmes et des hommes dans la prise de décision, avec une exigence de parité.
- L'égalité de traitement intégrée aux processus de pilotage

Certaines villes françaises telles que Rennes, Besançon, Bordeaux, Rouen, Villiers le Bel, Gennevilliers, Paris ont déjà mis en place des politiques publiques favorables à l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'espace public. D'autres, chaque année plus nombreuses, emboîtent le pas. Le mouvement associatif n'est pas de reste. Des associations telles que Genre et Ville, Maturescence, Garance, Les Urbaines, Womenability développent une expertise dans la participation des femmes au diagnostic urbain par des marches exploratoires ou sensibles et répondent à des appels d'offre de communes désireuses de s'impliquer davantage sur la thématique « genre et espaces publics ». Dans un autre registre la démarche du *gender budgeting* (calculer la redistribution de l'argent public sur des critères d'égalité entre les femmes et les hommes) donne de bons résultats, comme nous l'avons vu avec le Conseil Départemental de la Gironde sur les politiques jeunesse et la Ville de Bordeaux sur le sport féminin. A Bordeaux, une observation qualitative et quantitative par sexe des équipements publics tels que stades, salles de sport et piscines est en train de produire de bons résultats, grâce à une adjointe au sport très impliquée.

Violences de genre et ambiances urbaines

Sur cette thématique du genre et des espaces publics, ma conviction (étayée par ces recherches) est que le levier du changement consiste à s'attaquer à la violence sexuelle sous toutes ses formes, de la drague lourde et l'insulte jusqu'à l'agression sexuelle et au viol, et de l'école maternelle aux plus hauts niveaux de gouvernance. La France a fait des progrès significatifs dans ce domaine avec la loi de 2012 contre le harcèlement, la loi de 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, la loi d'avril 2016 abolissant le système prostitueur, la loi Villefontaine sur la pédophilie etc. La violence sexuelle – on le sait lors des guerres où elle est utilisée pour terroriser l'ennemi – est le bras armé de la domination masculine; il reste le premier obstacle au changement

vers une société d'égalité dont l'une des expressions les plus visibles est l'égalité et la justice dans l'espace public. La violence sexuelle est un sujet qui effraie au premier abord, mais soulage aussi dès qu'il est traité. Je l'ai vu lorsque nous avons installé en 2013 une cellule de veille contre le harcèlement sexuel à l'université de Bordeaux Montaigne, après avoir constaté la grande vulnérabilité des étudiantes françaises et étrangères qui venaient, pour suivre nos cursus, résider dans des villes peu sûres pour elles. Nous avons été suivis peu de temps après par les autres universités bordelaises, marquées par des affaires d'agressions sexuelles et de sexisme qui avaient fait la une des journaux. Il a fallu une année entière pour convaincre les présidents (mais aussi les conseils, les syndicats). Ils avaient peur pour la réputation de leur université. Aujourd'hui ils s'en félicitent, tout comme les responsables des universités anglaises, japonaises ou américaines qui ont adopté ce code de bonne conduite. Il en va de même pour les entreprises mandataires de transport qui refusaient d'envisager le harcèlement sexuel (disant que c'est une affaire privée) et maintenant enquêtent sur ce sujet, à la demande des collectivités mais aussi pour répondre à l'exigence des usagers, plus nombreuses que les hommes dans les transports en commun (Kéolis, à Tours et Bordeaux). Je plaide parfois dans mes interventions sur le fait que la baisse des tensions liées au climat de violence sexuelle dans une ville est favorable aux bonnes ambiances urbaines, comme le montre le classement de leader de la ville de Vienne en Autriche depuis plusieurs années (indice *Mercer*). On peut aussi insinuer que le contraire (la gestion machiste) est ringarde, démodée, archaïque. Bref, la lutte contre les violences sexuelles ne m'apparaît pas un enjeu perdu d'avance mais au contraire un sujet qui s'impose au coeur des enjeux politiques les plus contemporains.

Conclusion : *care* et genre comme outils d'analyse géographique

Au delà des questions d'égalités entre les femmes et les hommes et de mixité, le concept de genre a pour la géographie comme pour les autres sciences humaines et sociales une première utilité: il inclut l'homophobie (lesbo/gay/bi/trans/intersex-phobie) dans les questions d'inégalités et discriminations dans l'espace public (Alessandrin et Raibaud, 2013). Bicatégoriser les humains en une classe d'hommes et une classe de femmes est simplificateur et ne rend pas compte de la multiplicité des rapports sociaux qui se jouent à l'intérieur de chaque catégorie. C'est bien parce qu'il était question d'homosexualité (donc d'homophobie) que la querelle du genre a pris une telle ampleur, notamment au moment de la loi sur le mariage pour tous. Le mot genre, en tant que rapport social de sexe, permet une ouverture conceptuelle facilitée vers d'autres rapports de domination liés à l'orientation/identité sexuelle, mais aussi à l'âge, la couleur de la peau ou l'handicap, vécus comme des différences incorporées, justifiant trop souvent une mise à l'écart ou une infériorisation, la même que celles qui est vécue au quotidien par les femmes. Les études de genre croisent de façon permanente les études postcoloniales, les *races studies*, les *disabilities* (handicap) etc. Cela nous amène parfois à des positions que certain.e.s trouvent trop nuancées, lorsqu'il s'avère que les discriminations sont croisées et imbriquées les unes dans les autres (lors de la Saint Sylvestre à Cologne par exemple¹, ou sur la question du voile) et qu'elles méritent des analyses plus complexes qu'une simple position de principe sur l'égalité entre les femmes et les hommes. De façon très majoritaire dans l'université française, le genre n'annule pas les études féministes mais les accompagne et les prolongent.

1 <http://www.liberation.fr/debats/2016/01/19/cologne-une-variation-ethnique-de-la-dominance-masculine>

Pour les géographes qui s'intéressent aux questions de discriminations, de racisme, aux inégalités et à la vulnérabilité dans la ville, le genre est aussi associé au *care*, pris comme enjeu éthique et politique. Prendre soin des humains dans la ville, c'est reconnaître le travail invisible des femmes (qu'elles remplissent cette fonction de façon gratuite ou rémunérée) et permettre aux hommes d'imaginer une inversion du *care* (des hommes qui mettent le soin, l'affection, la sollicitude au centre de leur vie ou de leurs engagements politiques). Cette inversion du *care* est peut-être plus facile à imaginer pour les hommes qu'une inversion du genre (des sexes) qui en tétanise beaucoup, élevés dans la crainte d'être pris pour ce qu'ils ne sont pas ! Une politique du *care* dans la ville rejoint les approches développées par l'écoféminisme, qui trouve aujourd'hui un certain écho à la faveur de la montée des risques liés aux changements climatiques. Les plus radicales des écoféministes, en énonçant que l'exploitation des ressources de la planète et des espèces animales est de même nature que l'infériorisation des femmes comme esclaves domestiques ou esclaves sexuelles, émettent le soupçon que la construction de la ville, même durable, par les hommes ne peut pas produire une ville égalitaire, inclusive, écologique². La participation des femmes à la vie publique est donc une impérieuse nécessité (y compris pour les enjeux écologiques) si l'on veut construire un espace public démocratique et également partagé par toutes et tous.

Ayral Sylvie et Raibaud Yves, (2014), (dir.), *Pour en finir avec la fabrique des garçons*, Vol 1 et 2, MSHA.

Alessandrin Arnaud., Raibaud Yves (2013), *Géographie des homophobies*, Armand Colin, 2013.

Bernard-Hohm Marie.-Christine, Raibaud Yves, (2012), Les espaces publics bordelais à l'épreuve du genre in *Revue Métropolitiques* (en ligne).

Maruejols Edith, (2014), *Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes*, thèse de doctorat, novembre 2014, Université Bordeaux Montaigne.

Mosconi Nicole., Paoletti Marion., Raibaud Yves., (2015a), dir. *Le genre, la ville*, revue Travail, Genre, Sociétés, 2015/1, n°33, La Découverte, Paris.

Raibaud Yves., (2015 b) *La ville faite par et pour les hommes*, Belin.

2 <https://lejournal.cnrs.fr/billets/la-ville-durable-creuse-les-inegalites> et <http://projet.pcf.fr/80862>